

# La Pologne lave son linge sale sur la table du Conseil européen

**À l'heure où l'Union tente d'éviter l'émergence d'une nouvelle crise en son sein, Varsovie utilise la nomination du prochain président du Conseil européen pour lancer une campagne contre l'Europe «d'Angela Merkel».**

**FRÉDÉRIC ROHART**

L'inimitié entre le Président du Conseil européen et le chef du parti eurosceptique polonais PiS ne date pas d'hier. Et depuis que le parti Droit et Justice de Jaroslaw Kaczynski est aux affaires à Varsovie, les coups qu'il porte à l'Union européenne se mêlent à ceux qu'il décoche à Donald Tusk. Mais depuis ce week-end, ce combat intérieur polonais a changé de ring: c'est sous les spots du Conseil européen que Varsovie a décidé de livrer bataille.

Ce jeudi, les chefs d'État et de gouvernement doivent statuer sur la reconduction de Donald Tusk à la tête de leur Conseil. Le mandat de deux ans et demi du Polonais se termine en mai, et il a annoncé le mois dernier à Malte son intention de rempiler. Et à part à Varsovie, per-

sonne n'est encore sorti du bois pour ouvrir un front sur cette question. Alors que l'Europe est affaiblie par le Brexit et que son allié traditionnel et ses plus grands voisins se font hostiles, le moment est peu propice à étaler de nouvelles divisions. Il y aurait pourtant matière à un débat légitime: Donald Tusk est l'homme du Parti populaire européen (PPE), qui préside depuis janvier les trois institutions clés de l'Union – Commission, Conseil et Parlement. La presse française a prêté un temps au socialiste François Hollande la volonté de briguer la succession de Donald Tusk pour rééquilibrer la balance, mais celui-ci vient d'indiquer «ne pas avoir de raison de remettre en cause» la candidature de Tusk.

Coup de théâtre à cinq jours du sommet européen, donc: le gouvernement polonais a avancé samedi une candidature alternative à celle de Tusk. Varsovie soutient officiellement Jacek Saryusz-Wolski. L'homme était membre du parti Plateforme civique (PO) de Donald Tusk, mais il en a immédiatement été exclu à cette annonce. Dans une interview à l'hebdomadaire Gazeta

Polska, le chef du PiS Jaroslaw Kaczynski a affirmé que le Président du Conseil est le candidat «d'Angela Merkel, il est le candidat allemand». Samedi déjà, le chef de la diplomatie polonaise Witold Waszczykowski avait déclaré ne pas pouvoir imaginer «que les autres pays de l'Union européenne soutiennent un candidat qui n'a pas l'appui de son propre gouvernement». Sur la forme, un président en exercice n'a pas besoin d'être appuyé par le gouvernement de son pays pour être candidat à un second mandat. Reste à voir quelle attitude politique prendront les dirigeants européens. Pour l'heure, seule la Pologne défend cette candidature alternative.

**«Je ne peux pas imaginer que les autres pays de l'UE soutiennent un candidat qui n'a pas l'appui de son propre gouvernement.»**

**WITOLD WASZCZYKOWSKI**  
MINISTRE POLONAIS  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES